



HAL
open science

Donatella Della Porta : La politica locale. Potere, istituzioni e attori tra centro e periferia.

Bettin Gianfranco, Emmanuel Négrier

► **To cite this version:**

Bettin Gianfranco, Emmanuel Négrier. Donatella Della Porta : La politica locale. Potere, istituzioni e attori tra centro e periferia.. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2001, État ou nation(s) ?, 14, pp.126-128. hal-02548250

HAL Id: hal-02548250

<https://hal.science/hal-02548250>

Submitted on 20 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Donatella Della Porta : *La politica locale. Potere, istituzioni e attori tra centro e periferia*

Mr Gianfranco Bettin, Mr Emmanuel Négrier

Citer ce document / Cite this document :

Bettin Gianfranco, Négrier Emmanuel. Donatella Della Porta : *La politica locale. Potere, istituzioni e attori tra centro e periferia*.

In: Pôle Sud, n°14, 2001. État ou nation(s) ? pp. 126-128;

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2001_num_14_1_1112

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Donatella Della Porta

La politica locale. Potere, istituzioni e attori tra centro e periferia

Bologne, Il Mulino, 1999, 307 p.

Des trente années écoulées on ne peut repérer que trois ouvrages semblables à celui-ci. En 1971, *Studi sul potere locale*, une revue exhaustive pour l'époque, par le brillantissime sociologue qu'était Franco Ferraresi; en 1980, la réflexion de Raimondo Catanzaro inscrite dans *Partecipazione, potere, sviluppo: saggi sulla politica locale*, un livre alerte et très suggestif pour les amateurs du genre et, finalement en 1984, *Metamorfosi urbane*, de l'auteur de la présente note, en grande partie consacré aux problèmes méthodologiques liés à l'étude du pouvoir dans le cadre urbain. Donatella della Porta affronte une problématique comparable à celle de ses prédécesseurs, mais avec deux innovations importantes.

Tout d'abord, l'auteur articule ce thème sur une palette d'arguments plus étendue, qui inclut, par exemple, divers types de conflits entre centre et périphérie, elle adopte ensuite la posture propre d'une étude de "gouvernement local", soit "une discipline aux contours encore flous, au carrefour de la science juridique, de la sociologie et de la science politique" (p. 9), avec pour objectif d'hybrider les différentes perspectives analytiques et la pluralité des contenus en jeu. Le but de l'ouvrage est de rendre sa pleine dignité et sa pertinence au thème de la politique locale, qu le processus de globalisation est en train de valoriser comme jamais dans tous les systèmes politiques occidentaux. Aux États-Unis, le processus de dévolution du pouvoir politique du centre vers la périphérie est en cours depuis le début des années 1990, avec une réévaluation de la logique fédéraliste. En Italie, ce processus a une épaisseur encore supérieure du fait de sa naissance dans les années 1970 avec la constitution des régions et la politique de participation élargie aux affaires de la cité. Dans le cas italien, il ne faut toutefois pas oublier que la tendance à la décentralisation des pouvoirs procède de façon erratique, et qu'elle est souvent une réponse contrainte au déficit de gouvernabilité et à l'incapacité d'auto-réforme de centre du système. Mais venons-en au livre. Il se divise en deux parties, asymétriques et liées entre elles par un fil rouge quoiqu'un peu caméléonien de la politique locale, entendue au sens le plus large. De fait, chacune des deux parties aurait pu fournir la matière d'un livre en soi. Dans la pre-

mière "le débat sur le pouvoir local", l'attention est concentrée sur les approches pionnières américaines, sociologiques et politistes, sur la dimension locale du pouvoir. La seconde "Institutions et acteurs de la politique locale. Le cas italien en perspective comparée" se concentre, en revanche, sur les traditions de recherche et les études qui ont eu pour objet la situation locale italienne, opportunément revisitée par le recours aux analyses comparées, notamment intra-européennes. Le premier chapitre fait office d'introduction générale et structure l'approche de l'ensemble monographique. Il démontre que les sceptiques comme les thuriféraires de cet objet de recherche le légitiment aujourd'hui sur une base largement renouvelée, qui reflète les grandes transformations d'une politique de la postmodernité. Le second chapitre passe en revue, de manière synthétique mais utile, les recherches classiques sur le pouvoir dans les communautés urbaines américaines des années 1930 aux années 1950: celles des époux Lynd (auxquels on a conféré l'étiquette d'anthropologues), celles des élitistes (Hunter) et des pluralistes (Dahl). Le troisième chapitre, au contraire, après avoir retracé l'évolution du débat serré entre pluralistes et élitistes, nous présente deux approches successives – l'une de médiation, celle des comparatistes (Banfield et Wilson, Clark) – et l'autre innovatrice, celle des néo-élitistes (Bachrach et Baratz) qui privilégient l'étude des dimensions cachées du pouvoir à travers l'étude des non-décisions.

À côté de cette étape significative dans la reconstruction du parcours, substantiel et méthodologique, qui accompagne l'étude empirique de la distribution territoriale du pouvoir, il fallait à tout le moins observer que les élitistes, pluralistes et néo-élitistes sont d'abord préoccupés de vérifier empiriquement la nature démocratique du système politique américain; l'analyse de la politique locale est pour eux une sorte d'expérimentation *in vitro* dans une perspective macro. Ce sont les comparatistes, en revanche, qui ont nourri un intérêt exclusivement tourné vers l'étude de la politique locale.

La seconde partie se compose de six chapitres. Le premier illustre le courant de recherche dédié au rôle de la culture dans la politique locale. Il y

est rappelé que l'approche politico-culturelle puise ses sources dans le sévère (mais superficiel) diagnostic d'Almond et Verba selon lequel la culture politique des Italiens serait particulariste, faite de défiance envers la chose publique et dans la politique. Ce chapitre, avec son aspect rigoureux et didactique, est emblématique de la façon de travailler de l'auteur, inspirée d'une sorte de *horror vacui*. Le lecteur peut bénéficier de fait d'une dense et intéressante revue qui comprend : les fameuses recherches de Banfield et de Putnam, effectuées à des périodes et sur des subcultures diverses, mais paradigmatiques de l'hétérogénéité des situations locales italiennes ; le courant d'étude du rapport entre structures de pouvoir et développement économique, illustré par l'analyse sur Sassari de Pizzorno et Balbo, par celle de Bonazzi, Bagnasco et Casillo sur la province de Salerno, sans oublier les importantes expériences de recherche de Trigilia, basées sur la féconde catégorie de la subculture politique territoriale.

Le cinquième chapitre est consacré aux "partis clientéaires". On y explore avec un égal esprit de système le rôle que les acteurs de la médiation des intérêts ont joué dans la détermination de la politique locale, amplifiant et complétant la palette d'approches possibles. Le parti clientéaire de masse, une forme institutionnelle pathologique qui trouve dans le contexte italien et dans le Mezzogiorno (où il a été le plus étudié) un champ idéal de diffusion, interagit avec une autre dégénérescence du gouvernement local : la corruption. Les recherches sur les *political machines* démocrates-chrétiennes conduites par Caciagli à Catane, par Allum à Naples et par Chubb à Palerme, de même que celles relatives aux rapports entre partis de gouvernement et pratiques consensuelles dans le Mezzogiorno menées par Trigilia rencontrent les propres études de Della Porta sur les pratiques de corruption et d'échange occulte dans plusieurs villes du Centre et du Nord du Pays. Elles démystifient opportunément l'hypothèse de la méridionalisation du système politique italien. Par contre, on déplorera l'absence inexplicable de toute référence aux recherches sur le clientélisme et les relations de pouvoir communautaires, développées depuis longtemps par un groupe dynamique de chercheurs de l'Université de Cosenza.

Le sixième chapitre s'attaque à la rémanence du clivage centre-périphérie. Pendant une longue période, l'idée a prévalu que les conflits sur une base régionale et ethnique n'étaient qu'un résidu

du passé. À partir des années 1980, la persistance de ce clivage a conduit à une attention renouvelée sur la dimension locale. Les passages ici consacrés à l'analyse secondaire des travaux de Diani, Diamanti et *alii* sur la Ligue comme nouvel acteur des conflits centre-périphérie en Italie sont assez bien documentés empiriquement et brillants, comme ceux que l'on trouvera dans le septième chapitre ("Participation et mouvements urbains") qui apparaît comme le plus original et significatif du livre, notamment par son hétérogénéité en termes de références scientifiques. On y reprend de manière consistante la contribution de Lipsky, peut-être un peu datée et difficilement adaptable au cas italien ou européen, mais retenue comme fondatrice pour l'approche de la politique locale en termes de mouvements urbains et d'action collective, entendue comme "ressource politique" (la seule, en vérité, à disposition des minorités pauvres et marginalisées).

La physionomie des mouvements urbains change après les années 1980 : le modèle des mouvements conflictuels cède la place au modèle des mouvements comme groupes d'intérêts. La réflexion sociologique de Castells et celle du politiste Eisinger, de même que l'analyse prégnante de la protestation urbaine en Italie des années 1950 à aujourd'hui nous montrent que les mouvements deviennent non seulement des acteurs alternatifs aux partis mais se dotent progressivement de répertoires de protestation qui cherchent avant tout une interaction avec l'administration publique, alimentant un modèle de démocratie alternative à celle de représentation politique. Cette thèse mériterait d'être davantage problématisée, puisque la relation entre démocratie et participation non conventionnelle est précisément la pierre angulaire sur laquelle se fonde la culture politique démocratique.

Le huitième chapitre est dédié à la négociation dans la dimension institutionnelle de la politique locale à la lumière du statut de variable déterminante qu'elle prétend avoir dans les dynamiques politiques locales. Le caractère "implosif" de ce chapitre en constitue la limite principale. Après avoir identifié les principaux types de configuration territoriale, on se concentre sur le fédéralisme et sur la question du rendement institutionnel, puis on parle des régions pour un bilan évaluatif de cette expérience et, finalement, on traite des organes de gouvernement local en Italie (en particulier les provinces et communes) avec une extension comparatiste.

Le neuvième et dernier chapitre déplace l'attention du cadre juridique et institutionnel local vers celui des politiques publiques et, en particulier, aux régimes urbains spécifiques qui se constituent autour des politiques de développement. Le cas italien est également ici identifié comme référence pour les acteurs des politiques territoriales et aux contenus qui leur sont liés. Cette reconstruction, sélective mais efficace, met en évidence l'absence constante d'authentiques politiques redistributives et régulatrices au niveau local, en particulier dans le domaine des politiques urbaines.

Le livre n'a pas de conclusion et on ressent, après avoir parcouru ce long itinéraire, le manque

d'une tentative de conceptualisation des nouvelles tendances en action dans la relation centre-périphérie, ou des nouveaux liens qui se sont instaurés entre politique locale et politique nationale. Peut-être ne pouvait-il en être autrement, étant donnée la nature fondamentalement didactique d'un texte qui se présente comme un excellent instrument de formation, indispensable pour qui voudrait pénétrer un champ de recherche aux courants multiples, présentés d'un pertinent point de vue interdisciplinaire.

Gianfranco Bettin, Université de Florence
(traduit de l'italien par Emmanuel Négrier)

**Bernard Jouve, Vincent Spenlehauer, Philippe Warin (dir.),
La Région, laboratoire politique. Une radioscopie de Rhône-Alpes
Paris, La Découverte, 2001, 380 p.**

Saluons la parution d'un ouvrage, parmi les premiers du genre, consacré à une région sous presque tous ses aspects politiques. Non pas seulement parce qu'on considère Rhône-Alpes, au vu de sa propre diversité territoriale, comme une "petite France", en réduction, mais aussi parce que cet ouvrage passionnera tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le fait régional, et sur le devenir de la régionalisation. Disons-le tout net, le pari d'embrasser la réalité régionale sous tous ses aspects était osé. Les auteurs ont en effet choisi de traiter de l'économie, du cadre financier, de la contractualisation dans l'espace rhônalpin, avant d'ouvrir des dossiers plus politiques (la perception du Conseil Régional par l'opinion publique, l'évolution électorale, le destin politique des fameux quadras des années 1980: Noir, Carignon, Millon...; ainsi que la crise politique de 1998, l'extrême-droite). On trouvera enfin plusieurs contributions centrées sur l'action publique: les programmes innovants, l'attitude du patronat, celle des villes-centres, les politiques culturelle et de transports. Vincent Spenlehauer et Philippe Warin analysent les pratiques d'évaluation de ces politiques, tandis que deux chapitres sont consacrés à l'identité rhônalpine: à son émergence d'une part, à son sens vu d'ailleurs (de Suisse).

Ce pari s'avère, à la fin de l'ouvrage, largement gagné. Les contributions sont certes de statut très inégal, les unes penchant pour une analyse critique fouillée, nourrie de références françaises et internationales sur la régionalisation quand d'autres se limitent à l'observation empirique d'un aspect particulier. Mais ce trait est largement compensé par l'effort que beaucoup d'auteurs font pour s'inscrire dans une interrogation commune, pour croiser leurs conclusions. Au fond, on pourrait presque résumer cette question comme suit: dans ce que beaucoup appellent un trop-plein institutionnel et politique, que peut bien être et faire une région aussi hétérogène que Rhône-Alpes, au moment où l'État lui-même ne sait pas quel destin conférer à un tel niveau d'action?

Les réponses varient naturellement, et l'on ne saura trop conseiller de se plonger dans les délices de la sociologie financière de Marc Leroy, qui observe à la loupe une politique qui prétend être transversale, globale, territoriale et partenariale (ah! l'antienne...) et qui se révèle contrainte, cloisonnée, carentielle... et dépendante de l'État. Par contre, Guy Saez voit dans l'action culturelle un pôle d'affirmation plus clair de la Région. À contre-courant de certaines évaluations qui ten-